

L'émergence du triangle Chine - Inde - Afrique

par Monsieur Jean-Joseph Boillot

*Conseiller Pays émergents au Club du Centre d'études prospectives
et d'informations internationales (CEPII)*

INTRODUCTION

L'instabilité politique du monde fait peur aux deux géants, ainsi que tout ce qui l'alimente. Et plus encore dans tout ce qui touche à leur sécurité alimentaire pour des raisons historiques, géopolitiques et tout simplement politiques. La légitimité de leur régime est proportionnelle à leur capacité à faire oublier les images d'un passé pas si lointain, où la faim était la préoccupation première de leur population. Mais plus qu'en rétrospective, c'est désormais en prospective que raisonnent les autorités chinoises et indiennes. La raison en est simple : les deux géants sont engagés dans une série de transitions qui sont démographiques, économiques et, bien sûr, politiques comme géopolitiques.

Leur équation alimentaire s'inscrit dans ce carré complexe à gérer et elle va dès lors mobiliser trois outils :

- Les politiques d'offre agricole proprement dites, avec une composante technologique essentielle
- Les politiques commerciales avec un lien particulièrement fort avec l'Afrique
- L'outil géopolitique lui-même pour optimiser la tension dépendance – indépendance alimentaire qui ne va cesser désormais de faire partie de leur paysage quotidien : un domaine où l'on retrouve en première place le continent africain et qui permet de situer les enjeux agricoles des deux grands géants asiatiques autour d'un véritable ensemble « *Chindiafrique* » en émergence dans les années à venir ¹.

1. LA RENAISSANCE DE CHINDIA : L'ÈRE DES TRANSITIONS

Éclairer les enjeux agricoles et les logiques diplomatiques pour les deux géants asiatiques suppose de rentrer dans la vision du monde de leurs dirigeants à un horizon qu'ils fixent eux-mêmes à 2030 – 2050, tout en comprenant les défis quotidiens auxquels sont exposées des élites formées à l'art du pragmatisme depuis des générations. Le mot-clé est *transition*.

La Chine et l'Inde sont entrées depuis les années cinquante dans l'ère des transitions qui caractérisent la modernisation de sociétés restées traditionnelles jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À cet ensemble

de processus s'ajoute celui caractérisant des espaces continentaux de cette taille : la conquête de la puissance. Enfin, le processus n'a pas été linéaire. Les deux pays ont d'abord connu une phase de repli sur soi qui correspondait en fait à la construction des bases d'une société moderne. Ce fut le « *compter sur ses propres forces* » de l'ère maoïste et la « *self reliance* » des années Nehru, puis – de façon étonnamment concomitante – une ère de libéralisation et d'ouverture dans les années quatre-vingts, avec les réformes des grands pragmatiques Deng Xiaoping et Manmohan Singh. Cette phase semble toucher à sa fin au fur et à mesure que les deux économies prennent du poids dans le monde et que la poursuite de leur expansion relativement extravertie contraste avec le déclin relatif, voire absolu du monde riche. Au point d'en être parfois assimilée à une relation causale (les délocalisations seraient la cause du déclin) et de sentir un renversement des fronts sur le plan des partisans de la globalisation qui sont désormais bien plus nombreux en *Chindia* qu'en Occident. Pour éviter ce syndrome de « *la corde qui tient le pendu* », la Chine et, de façon moindre, l'Inde – sans doute parce que l'extraversion et la puissance économique n'y ont pas atteint le même degré qu'en Chine – comprennent qu'il leur faudra désormais moins compter sur l'effet d'entraînement du reste du monde et, en tout cas, privilégier dans tous les domaines les enjeux de sécurité, comme le résume parfaitement un livre paru à New Delhi en 2010 et issu des travaux de réflexion de la très confidentielle Commission sur l'intérêt national ².

Cette question de la transition se combine à la notion de Renaissance. La Chine comme l'Inde ont une mémoire longue de leur passé. Longtemps premières puissances démographiques et économiques du globe ³, elles ont ensuite connu l'ère de l'humiliation et du déclin à partir de l'expansion coloniale de l'Occident aux alentours du 18^e siècle. En 1950, leur poids dans l'économie mondiale était tombé à moins de 5 % contre plus de 25 % dans les siècles précédents et elles ont mal vécu le statut de pays pauvres et sous-développés tellement contrasté avec celui des « *Indes florissantes* » décrit par les voyageurs du 17^e siècle ou avec celui de la Chine impériale décrit par Marco Polo au 13^e siècle. Cette humiliation nourrit aujourd'hui une volonté de revanche et une aversion profonde

pour tout ce qui ressemblerait à une relation de dépendance vis-à-vis d'autres puissances.

De plus, la reconquête de l'indépendance véritable et d'un statut de puissance équivalent à leur puissance démographique et culturelle s'inscrit dans une trajectoire qui leur paraît tout à fait favorable. À un Occident déclinant sur le plan démographique et économique – un leitmotiv quotidien dans ces deux pays – s'opposerait une fenêtre d'opportunité de la reconquête du pouvoir que quelques chiffres illustrent bien.

1.1. Pouvoir démographique

La Chine et l'Inde sont encore dans leur transition démographique moderne, marquée par une progression de leur population totale qui en fait les deux grands poids lourds de la planète au 21^e siècle. S'ajoute surtout l'effet dynamique de ce qu'on appelle la « *fenêtre d'opportunité démographique* », qui constitue un coup de fouet pour l'économie, pour autant que l'environnement institutionnel s'y prête. La proportion d'actifs, en particulier de jeunes actifs, dans la population totale progresse rapidement, déclenchant un cercle vertueux bien connu : une progression des taux d'épargne et d'investissement, mais aussi des taux de salaire attractifs en comparaison des pays développés et enfin, une dynamique de la consommation et de l'investissement portée par les jeunes classes d'âge actif. Bref, la dynamique du « *baby-boom* » par opposition à celle du « *papy krach* ». S'en suit la fameuse transition vers une économie urbaine, industrielle, puis de services d'autant plus rapide que la croissance est forte. Or, on n'a jamais connu dans l'histoire économique mondiale des taux de croissance aussi élevés et aussi longtemps qu'en Chine depuis trente ans (+ 10 % en moyenne depuis les années quatre-vingts) et qu'en Inde, depuis les années quatre-vingt-dix (même si le taux de croissance y est plus proche de 8 %). Cet atout constitue toutefois aussi des défis majeurs, notamment sur le plan agricole : comment nourrir une population qui explose et connaît une progression rapide de ses

1. Voir à ce sujet le livre de l'auteur à paraître aux éditions Odile Jacob en 2012 et dont le titre provisoire est *Chindiafrique, l'essor des trois géants du XXI^e siècle*.

2. Kumar Rajiv and Santosh Kumar, *In the National Interest, A strategic foreign policy for India*, BS books, New Delhi 2010.

3. Cf. sur ce sujet les travaux historiques de Angus Maddison.

revenus (transition nutritionnelle) dans un espace déjà saturé ? On y reviendra par la suite.

1.2. Pouvoir économique

Cette dynamique économique se traduit par une vigueur telle que les projections dont on dispose pour le monde en 2030 et 2050 montrent qu'on se trouve bien en présence de deux puissances économiques majeures dans les prochaines décennies, avec une avance certaine pour la Chine qu'on peut rattacher au calendrier de sa transition démographique à la fois en avance de vingt ans et beaucoup plus resserré dans le temps que dans le cas indien. En effet, le retournement démographique chinois, accéléré par la politique de l'enfant unique adoptée en 1980, est déjà commencé, alors que la transition indienne va se poursuivre jusqu'au moins 2030. Logiquement, la puissance de la « *fenêtre d'opportunité démographique* » va glisser de la Chine à l'Inde d'ici à 2020.

Le pouvoir économique des deux puissances s'affirme d'année en année, à la fois sur le plan du pouvoir attractif de leur marché comme on l'a vu pour la Chine qui est devenue le premier marché automobile mondial en 2010, sur le plan de leur compétitivité qui s'exprime au travers des échanges de marchandises (Chine) ou de services (Inde) et enfin, sur le plan micro-économique où les firmes chinoises et indiennes montent progressivement aux premiers rangs du classement Fortune des 500 plus grandes entreprises mondiales. Là encore, ce qui constitue un atout présente aussi un revers de la médaille : risque de protectionnisme de la part des puissances déclinantes, besoin impérieux de matières premières et d'énergie dont ces puissances sont faiblement dotées, autant de défis qui justifient des stratégies de puissance à l'échelle internationale et un bon équilibre entre ouverture et autonomie.

1.3. Pouvoir technologique

Tous les indicateurs convergent pour établir que la Chine et l'Inde sont en train de conquérir une place de choix sur l'échelle du « *pouvoir de la connaissance* » grâce à l'abondance et à la qualité de leur capital humain, mais aussi à des politiques publiques qui en ont fait une priorité depuis quelques années. L'enquête la plus récente de la *Rand Corporation* sur le contrôle des 25 technologies-clés

des prochaines décennies montre que ces deux géants sont loin d'être à la pointe de la R & D en général, mais qu'elles couvrent parfaitement plus des deux tiers du champ de ces nouvelles technologies ⁴. La Chine, qui rentre plus rapidement dans sa phase de maturité et dispose d'un modèle de mobilisation étatique puissante, apparaît en avance sur l'Inde. Mais cette dernière a en fait joué la carte de la globalisation de la R & D et elle attire de plus en plus les centres de recherche et développement des grandes multinationales qui y trouvent des bassins d'emploi qualifié très attractifs. Toutes les deux restent toutefois éloignées de ce qu'on appelle la frontière technologique dessinée par la puissance américaine et elles devraient le rester encore durant plusieurs décennies.

1.4. Pouvoir géopolitique

La question-clé est ici celle de la sécurité au sens large. Compte tenu de leur passé douloureux, mais aussi de leur retard de développement qui obère notamment les capacités militaires de pays ayant fait le choix inverse de feu l'URSS (priorité au développement économique sur la puissance politique), la Chine comme l'Inde ont un souci extrême de leur sécurité. Tout ce qui la compromettrait entraverait par là même leur capacité de rattrapage et de reconquête de leur souveraineté au sens large. Or, la vitesse du rattrapage économique est d'autant plus grande que ces économies restent ouvertes, comme elles l'ont découvert dans les années soixante-dix et ce qui a justifié leurs réformes libérales des années quatre-vingts : accès aux marchés pour leurs exportations et importations, accès aux technologies les plus modernes, attraction des firmes multinationales qui apportent leur savoir-faire et forment la main-d'œuvre aux techniques modernes, y compris de management, etc. La taille continentale de leurs économies et leur statut de grande puissance ne leur permettent toutefois pas de jouer une stratégie de spécialisation extrême. Leur sécurité va donc dépendre, d'une part, de leur capacité à développer chez elle le cœur de leurs besoins et, d'autre part, d'un système d'alliances internationales garantissant l'accès aux marchés et aux ressources dont elles ont impérativement besoin.

2. COMMENT SE PRÉSENTE DANS CE CONTEXTE LA QUESTION AGRICOLE ?

La Chine et l'Inde sont deux grandes civilisations agricoles. Tous les spécialistes s'accordent pour reconnaître qu'elles étaient même en avance sur l'Occident dans ce domaine jusqu'au 18^e siècle environ, comme en témoignent les traces de systèmes d'irrigation sophistiqués ⁵. Puis sont arrivés les deux siècles de famine qui ont laissé des traces profondes dans l'imaginaire collectif. Parties d'une situation catastrophique à l'indépendance – comme dans de nombreux pays en développement où plus de la moitié de la population disposait de moins de 2 400 calories par jour, un seuil minimal considéré comme acceptable – la Chine, mais aussi l'Inde malgré ses problèmes de répartition, ont largement fait face à leur défi alimentaire. Alors, ne pourraient-elles pas refaire le même chemin dans les trente prochaines années ? Pas si simple en réalité. Le début du 21^e siècle correspond, dans ces deux pays-continentaux comme ailleurs dans le monde, à la fin d'un cycle long fait de deux phases bien distinctes : l'extension d'après-guerre du modèle productiviste d'abord dans le Nord développé, puis à une grande partie du monde émergent dont la Chine et l'Inde et, ensuite, le retournement du cycle dans les années quatre-vingts, avec un décroisement des facteurs d'offre et de demande sur fond de crise énergétique et climatique. Très clairement, les inquiétudes agricoles mondiales soulevées par le rapport de la FAO à l'horizon 2050, sur fond d'émeutes récurrentes de la faim, inquiètent au plus haut point la Chine et l'Inde : comment vont-elles nourrir leurs trois milliards d'habitants à l'horizon 2050 ? C'est bien le tiers de la population mondiale attendue et donc le tiers du problème, voire plus avec l'effet de richesse prévu.

4. Silbergliitt, Richard et al., *The Global technology revolution 2020, bio/nano/materials/information trends, drivers, barriers, and social implications*, the RAND Corporation, Pittsburgh, 2006.

5. Voir à ce propos les nombreux articles et ouvrages de Gilbert Etienne.

2.1. La situation à l'indépendance

Quelle est la situation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ? Au-delà des pays riches, le spectre de la famine est encore présent un peu partout dans le monde et notamment en Asie. En Chine, les magazines occidentaux publient les images dramatiques de colonnes de Chinois fuyant la guerre et la révolution. En Inde, la famine de 1943 fait à nouveau 1,5 million de morts. Il s'agit certes de la dernière grande famine indienne, comme le fait remarquer judicieusement Amartya Sen pour montrer le lien étroit entre colonisation et famines. Mais l'Inde des années cinquante reste celle de la faim quotidienne pour près des deux tiers de la population. En Chine, la répartition est plus égalitaire (communisme oblige), mais la production agricole progresse peu, une fois passé le rattrapage de la guerre. L'agriculture n'est pas une priorité et l'on se contente d'une vaste réforme agraire dans les années cinquante. En Inde, la réforme est encore plus limitée et confinée à ce qui reste de l'héritage féodal (*zamindar*). Dans les deux cas est fait le choix d'une industrialisation lourde, de type soviétique et la modernisation de l'agriculture est reporté à plus tard. Mais, dans un contexte où leur croissance démographique explose, les deux géants asiatiques vont en réalité devenir de plus en plus dépendants des importations alimentaires conçues alors comme une soupape face à l'urgence des crises.

Lors de la grande disette de 1958 – 1962, la Chine compte ainsi 30 millions de morts. L'Inde, indépendante, connaît des crises agricoles régulières, ponctuées par le fameux cycle des moussons apportant selon les années trop ou pas assez d'eau, alors que les systèmes d'irrigation restent primitifs jusque dans les années soixante. Or, c'est l'époque où les États-Unis – vu comme le grand ennemi des régimes communistes ou socialistes – maîtrisent en totalité le pouvoir alimentaire mondial puisque l'Europe ne se relève que lentement. La situation est devenue doublement intenable : *géopolitiquement* et *alimentairement*. En Inde, c'est le choc de la crise dramatique de 1965 qui entraîne ainsi le tournant agricole du pays face à l'humiliation de l'aide alimentaire américaine (PL 480), en pleine guerre avec le Pakistan. Quel tournant ? Comme dans de nombreux pays en développement, celui de la révolution verte.

2.2. Le temps de la révolution verte des années soixante

Qu'est-ce que la révolution verte ? C'est à la fois une révolution technique et une révolution du monde rural qui supposait une transformation totale du mode de production : beaucoup d'eau et d'engrais, l'accès au crédit pour financer les semences et les intrants avant chaque saison, et une forte intervention de l'État tant dans les infrastructures (irrigation et route) que sur les marchés et dans la diffusion des nouvelles techniques de production. Mais la Chine et l'Inde l'ont faite chacune à leur manière. La Chine l'a mise en œuvre sous l'ère Mao via son modèle de communes populaires très encadrées politiquement. L'Inde s'est appuyée sur les castes rurales riches et moyennes, notamment les communautés Jats dans les États du Pendjab et de l'Haryana qui sont devenus en quelques années le grenier à blé du pays puisque plus de 80 % de l'accroissement de la production y ont été réalisés durant cette période. Particularité du modèle indien : il convient parfaitement à des zones de fortes densités humaines, où la terre est rare et la main-d'œuvre abondante, c'est-à-dire une situation diamétralement opposée à celle de l'Afrique dont la densité de population était à l'époque inférieure d'au moins vingt fois à celle des deux géants asiatiques.

D'un côté donc, un cercle vertueux agricole, avec deux ou trois récoltes par an et des rendements qui quintuplent de 2 à 10 tonnes par hectare pour chacune d'entre elles. La production indienne de céréales passe ainsi de 77 à 180 millions de tonnes entre 1970 et 2010, alors que la population augmente de 540 à 1 200 millions de personnes : soit 140 à 150 kg par habitant et par an contre à peine une centaine au moment de l'indépendance. La baisse des prix des denrées agricoles permet aussi de faire reculer la pauvreté, même si – là encore – les modèles chinois et indiens diffèrent grandement. En Chine, l'État autoritaire impose un ciseau des prix favorables aux urbains et à l'industrie de sorte que la malnutrition disparaît quasiment avant 2000, mais au prix de campagnes plutôt pauvres malgré les mesures de Deng Xiaoping favorables aux campagnes au début de la libéralisation des années quatre-vingts⁶. Mais le modèle a aussi son revers. La faible rentabilité dans les campagnes est masquée par un

contrôle strict des mouvements de population par le biais du système du *Hokou* ou certificat de résidence. En Inde, les paysans sont souvent propriétaires de leur terre et la loi du marché est simplement encadrée par des interventions publiques visant à stabiliser les cours et à distribuer un minimum de surplus en faveur des plus démunis. En contrepartie, il y a encore 250 millions de mal nourris en raison des inégalités, dans les campagnes, soit les trois quarts des mal nourris et le système de distribution publique (PDS) reste très médiocre. Bref, l'éternel dilemme entre voie autoritaire et voie démocratique.

2.3. Le retournement du cycle offre et demande

Hélas, toutes les bonnes choses ont une fin et les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel ! À partir des années quatre-vingts, la Chine, puis l'Inde sont confrontées à une double inflexion de leur cycle agricole. La baisse tendancielle des prix alimentaires dans le monde se conjugue avec les chocs énergétiques de 1974 et 1980 qui renchérissent d'autant le prix des intrants chimiques et de l'utilisation des équipements agricoles : plus de la moitié des coûts de production. De plus, la loi des rendements décroissants revient par la porte de derrière. Il devient de plus en plus difficile de maintenir leur rythme de progression au fur et à mesure qu'ils atteignent des seuils élevés. Sans compter les dégâts collatéraux de la révolution verte sous forme d'épuisement et de pollution des sols et des nappes phréatiques. Enfin, la disponibilité des terres agricoles diminue sous l'effet de la croissance démographique et d'une urbanisation galopante. En Chine, les surfaces consacrées aux céréales sont passées de 185 à 167 millions d'hectares, avec une perte de 500 000 hectares de terres agricoles par an. En Inde, l'explosion urbaine est beaucoup plus récente, mais la progression des terres en culture stagne depuis le pic de 1990.

Premier résultat : la production agricole croît de moins en moins vite. En Chine, la production de céréales n'a augmenté que de 22 % depuis les années quatre-vingts contre un triplement dans la phase précédente. En Inde, la progression a été un peu plus rapide depuis

6. F. Lemoine, *L'Economie de la Chine*, Éditions La Découverte, collection Repères, 5^e édition, Paris, 2010.

1980 (+ 50 %), mais elle avait doublé dans la phase précédente. Partout, la progression des rendements se tasse : +1,2 % par an en Chine dans les années quatre-vingt-dix et +1,6 % en Inde où le niveau reste cependant encore bien inférieur à celui de la Chine. Cet épuiement des sols et des techniques, ainsi que la baisse de la rentabilité des producteurs face à la hausse des prix des intrants conduisent à un ralentissement marqué de l'investissement privé. Or, ce mouvement coïncide avec la baisse des investissements publics partout dans le monde, notamment en Chine et en Inde⁷. Les deux géants ont en effet entrepris au même moment, dans les années quatre-vingts, leur grande mutation économique consistant en une libéralisation interne et une ouverture à la globalisation.

Le dernier coup de frein sur l'offre vient des deux ruptures de la fin du siècle. Il s'agit, d'une part, de la concurrence des biocarburants au moment de la nouvelle envolée des prix du pétrole, au début des années deux mille, qui réduisent les terres vivrières. Les deux géants sont d'autant plus sensibles à cet usage du sol qu'ils ont peu de ressources propres en hydrocarbures et que leur dépendance énergétique explose littéralement en même temps que leur décollage. Il s'agit, d'autre part, des perturbations climatiques croissantes qui introduisent une volatilité persistante de la production et des sources d'approvisionnement peu propice à la sécurité alimentaire de ces super-puissances en devenir. Les grandes sécheresses en Australie plusieurs années consécutives, peu avant les émeutes de la faim, ont joué un rôle déclencheur d'une véritable panique sur les marchés mondiaux⁸. Or, l'Australie par exemple était devenue un fournisseur-clé de la Chine. En Inde, la tentation de se spécialiser sur des cultures à plus forte valeur ajoutée, quitte à importer davantage de céréales deux à trois fois moins chères sur le marché mondial, soulevait de plus en plus d'oppositions au nom de la souveraineté du pays. Les partisans de cette nouvelle révolution agricole arguaient en effet de la liberté des échanges agricoles dans le monde pour justifier cette stratégie de spécialisation, cohérente avec la faible disponibilité de terres du pays.

Cette déprime de l'offre est intervenue en plein coup de fouet de la demande. Nous parlons ici non seulement de la demande liée à l'accroissement démographique, mais

plus encore de la demande liée à deux phénomènes fondamentaux qui se produisent en Chine et en Inde comme dans tous les pays émergents : la hausse du revenu par habitant qui s'accélère à + 6 – 8 % par an et la fameuse transition nutritionnelle qui combine hausse du niveau de vie et transformation des modes de vie liée à l'urbanisation comme le travail des femmes et les modes alimentaires. De quoi s'agit-il ? Par analogie avec la transition démographique, on observe sur le long terme un changement des habitudes alimentaires au fur et à mesure de l'élévation du niveau de vie, avec davantage d'aliments riches en protéines comme la viande, les œufs ou le lait et davantage de variétés comme les fruits, les légumes ou les plats préparés. L'explosion des classes moyennes et de l'urbanisation conduit à modifier profondément l'équation alimentaire du monde émergent, même si les caractéristiques varient selon les pays. En Chine, la consommation de viande par habitant a ainsi été multipliée par quatre depuis 1980, celle de lait par dix et celle des œufs par huit. La demande pourrait même s'accroître encore de moitié dans les dix ans qui viennent et approcher celle des pays occidentaux, voire celle des États-Unis que la Chine talonne déjà pour la consommation de poulet et bat à plate couture pour la viande de porc⁹. L'Inde se traîne loin derrière, avec seulement 3,5 kg de viande de porc par habitant. Mais dans ce pays au végétarisme lié à l'hindouisme, c'est déjà un triplement depuis quinze ans et d'autres viandes progressent plus rapidement, tel le poulet dont la consommation double tous les cinq ans et dont l'Inde tend à devenir l'un des premiers producteurs mondiaux. De plus, la progression rapide de la consommation de lait et de produits dérivés (beurre, yaourt) nécessite l'entretien du premier troupeau bovin du monde, en raison notamment de sa faible productivité¹⁰. Pour comprendre la dynamique de la demande, il suffit de comparer les niveaux de consommation de viandes par habitant entre, d'un côté, les États-Unis et l'Europe et, de l'autre, la Chine et l'Inde. Si chaque Chinois et Indien consommaient autant de viande qu'un Américain moyen, soit 114 kg par an, il faudrait augmenter la production mondiale d'une centaine de millions de tonnes, comparé à une production actuelle totale de 250 millions de tonnes. Et comme il faut en moyenne dix fois plus de céréales pour obtenir l'équivalent d'une

tonne-calorie de viande, il faudrait multiplier d'autant la production mondiale de céréales, un vrai défi mondial vu sous cet angle ! Chez les deux géants, la consommation de légumes et de fruits s'est également accrue très rapidement, même si elle reste, là encore, assez loin derrière celle des pays développés, posant à nouveau un problème d'équité pour la planète, on y reviendra.

Au total, ces chocs d'offre et de demande sont bien à l'origine de la fin d'un cycle agricole en Chine et en Inde comme dans le reste du monde et c'est ce qu'exprime la volatilité des marchés, sous l'action d'une spéculation entretenue par la libéralisation des marchés financiers et la crise monétaire durable du dollar¹¹.

3. COMMENT NOURRIR TROIS MILLIARDS D'ÊTRES HUMAINS ?

Les émeutes de la faim de 2008, puis les tensions de 2010 ont directement affecté les deux géants, mais elles ont aussi révélé combien ils pouvaient à l'avenir jouer sur les marchés agricoles mondiaux. En 2010, selon l'annuaire Cyclope, le prix du blé a augmenté de 80 %, celui du maïs de 86 % et près de 50 millions de personnes ont à nouveau basculé dans la pauvreté au deuxième semestre 2010, sous le seul effet de la hausse des prix des denrées. Pour la première fois, la Chine et l'Inde ont même fait figure d'accusés. Le rapporteur spécial à l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, s'inquiète par exemple du risque de réagir, comme en

7. Cf. sur ce sujet les travaux de l'un des grands experts mondiaux de ces deux pays, Gilbert Etienne, *Chine-Inde, la grande compétition* (Paris, Dunod, 2007).

8. Cf. sur le sujet, le rapport Cyclope 2008.

9. La Chine cumule la consommation réunie des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. La consommation chinoise par habitant est passée de 23 à 46 kg depuis 1980 et elle représente aujourd'hui la moitié de la consommation mondiale de viande de porc.

10. Ce troupeau pose d'ailleurs un problème majeur d'émissions de gaz méthane qui sont quatre fois plus denses que celle du CO₂. Mais la transition vers une industrie bovine moderne n'est pas sans poser des dilemmes cruels à la société indienne, comme le raconte avec plein d'humour Radhika Jha dans *Des lanternes à leurs cornes attachées* (Picquier, 2011). Dans ce beau roman, l'auteur s'attache à une héroïne originale et hautement symbolique dans une Inde prise entre tradition et modernité : une vache.

11. Telle est en tout cas la thèse du grand économiste des monnaies Barry Eichengreen. Cf. sa tribune dans *Syndicate*, Mai 2011.

1974 ou en 2008, avec le développement en urgence dans les pays pauvres de grandes plantations agro-industrielles pour rassurer les marchés internationaux, mais sans bénéficier aux plus pauvres. Or, l'Inde et la Chine sont de plus en plus des acteurs majeurs dans cette évolution.

Dans les deux pays, la disponibilité alimentaire ne pose pas de problème majeur à court terme, mais un fort mécontentement social est apparu du fait d'une inflation à deux chiffres pour les produits alimentaires. L'Inde a notamment connu une nouvelle crise des oignons, denrée de base de la cuisine nationale, car le prix a triplé sur certains marchés durant l'hiver 2010. Deux ans après les élections générales, le gouvernement n'a pas pour autant aboli les contrôles à l'exportation de certaines denrées, comme le riz à destination de l'Afrique. Pour le même Olivier De Schutter, « *le vrai problème n'est pas qu'on ne produit pas assez, c'est que les revenus en zone rurale sont trop faibles* ». Cette explication est tout à fait pertinente dans le cas de l'Inde où de nombreuses ONG sont mobilisées pour faire réformer la distribution des stocks alimentaires disponibles dans le pays, mais souvent gâchés par l'impéritie des ministères en charge.

Sur le plan géopolitique enfin, la Chine et l'Inde ont bien vu que la crise alimentaire de ce début de siècle a indéniablement constitué l'un des facteurs des révolutions arabes du printemps 2011 et, de ce fait, introduit un facteur d'instabilité qu'elles considèrent comme dangereux pour la poursuite de leur décollage. Ce n'est pas sans raison qu'elles sont restées toutes les deux très prudentes sur les affaires libyennes et encore plus syriennes. Outre le précédent du *droit d'ingérence*, cette région du monde est également l'une des plus fragiles sur le plan agricole, compte tenu de son explosion démographique dans un contexte hydrique peu propice.

En réalité, le croisement des défis alimentaires de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique correspond bien à l'image du choc alimentaire mondial que décrivait le regretté professeur Jean-Yves Carfantan. Que feront donc la Chine, l'Inde, mais aussi l'Afrique dont tout le monde convient qu'ils vont ensemble jouer un rôle majeur dans la redistribution des cartes alimentaires mondiales ? Les hypothèses du rapport de la FAO¹² peuvent éventuellement se vérifier en termes de pro-

duction. Le problème est qu'au moment de sa publication, un milliard d'êtres humains, dont plus de 250 millions d'Indiens, souffrait de la faim. Or, rien ne dit que la « *soif alimentaire* » de la Chine n'exacerbera pas leurs difficultés : ne serait-ce qu'indirectement, par la hausse des prix alimentaires mondiaux, par des achats croissants à des pays agro-exportateurs comme le Brésil ou encore par des acquisitions de terres, désormais lots quotidiens en Afrique. Il s'agit de centaines de milliers d'hectares comme, par exemple, avec le groupe singapourien Olam qui ne cache pas son objectif de produire de l'huile de palme et d'autres produits agricoles à destination principalement des « *marchés asiatiques* », un euphémisme qui désigne la Chine de moins en moins auto-suffisante en la matière. L'Inde elle-même se lance dans la course pour sécuriser ses approvisionnements, comme en témoigne sa diplomatie très active en Afrique et en Amérique Latine.

Sur un plan global, la Chine et l'Inde suivent une diplomatie qui ressemble un peu à leur ligne de défense lors des négociations sur le changement climatique : contraindre « *le Nord* » à prendre ses responsabilités dans ce domaine si sensible. Plutôt que de les accuser d'être la source des problèmes alimentaires mondiaux, « *le Nord* » ferait mieux de regarder son mode d'alimentation, sa gestion du commerce mondial, son absence de transferts de technologie à des prix abordables pour la petite paysannerie toujours au cœur du monde rural de notre planète. Pour autant, *Chindia* hésite entre les modèles productivistes et le paradigme de la double révolution verte et sociale.

3.1. La tentation du modèle productiviste et le rôle-clé de l'Afrique et des OGM

Ce modèle bénéficie d'un soutien puissant si on en juge par la composition de l'alliance Agra qui a toutes ses entrées à la FAO. Présidée par l'ancien secrétaire général des Nations unies, Khofi Anan, elle regroupe notamment des institutions aussi importantes que le Nepad, le CGIAR, les fondations Rockefeller et Bill et Melinda Gates, les Agences d'aide américaine et britannique, la Banque africaine de développement ou la Banque mondiale. De plus, elle bénéficie du soutien appuyé des principales firmes du secteur, tel

le groupe multinational Monsanto pour les semences¹³. La Chine et l'Inde y sont directement assez peu représentées, même si elles suivent de près les conclusions de ces organismes.

Le raisonnement est simple : on augmente d'abord l'utilisation des terres cultivables. Selon la FAO, le potentiel de terres arables aptes à l'agriculture pluviale serait de 4,15 milliards d'hectares, soit près de trois fois l'étendue des surfaces actuellement cultivées. Mais où ? L'Asie exploiterait déjà plus de 80 % de ses ressources foncières, voire plus pour la Chine, et l'Afrique du Nord, jusqu'à 93 %. Par contre, l'Afrique subsaharienne n'en exploiterait que le cinquième et l'Amérique Latine, le sixième. À eux deux, ces continents disposeraient ainsi de près des deux tiers du potentiel non-exploité (Tableau 1). De plus, le potentiel d'irrigation de la seule Afrique subsaharienne ne serait exploité qu'à hauteur de 13 % (Tableau 2). Ceci permettrait donc de jouer sur la variable « *rendement* » avec une intensification des méthodes de culture. L'Afrique produit aujourd'hui l'équivalent de moins de 6 kilocalories par hectare et par jour (Kcal/ha/j), soit les rendements de l'Asie en 1950, alors que ceux-ci ont aujourd'hui atteint 25 kcal. L'Amérique Latine serait elle aussi proche des 25 kcal et ne pourrait donc miser que sur la variable « *extension des terres* ».

Mais réussir cette intensification conventionnelle implique d'engager des moyens considérables dans la recherche agronomique afin de sélectionner des céréales plus résistantes, notamment à la sécheresse, et minimiser les apports en fertilisants et en pesticides. Les organismes génétiquement modifiés (OGM) constituent bien sûr l'une des clés de ces recherches car elles prennent désormais en compte les contraintes d'un prix croissant de l'énergie fossile, d'une variabilité plus grande du climat, ainsi que de l'érosion de la biodiversité. Cette nouvelle révolution verte va en effet plus loin que la première « *en maximisant la production végétale et animale par hectare, par goutte d'eau, par kilo d'azote ou*

12. FAO, *World Agriculture towards 2030-50*, interim report, Rome, 2006.

13. Marie-Dominique Robin, *Le monde selon Monsanto, de la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, éditions La Découverte, 2008.

TABLEAU 1
Estimation des terres cultivables exploitées et disponibles en 2005
(en millions d'hectares)

	Surfaces cultivées en 2005	Solde de terres cultivables	Total terres cultivables	Pourcentage déjà exploité	Pourcentage du solde mondial non exploité
Asie	466	120	586	79 %	5 %
Afrique subsaharienne	209	823	1 031	20 %	31 %
Afrique du Nord / Moyen-Orient	92	7	99	93 %	0 %
Amérique Latine	170	896	1 066	16 %	34 %
OCDE	372	502	874	43 %	19 %
Pays de l'Est	213	284	497	43 %	11 %
Total Monde	1 521	2 632	4 153	37 %	100 %

Source : FAO 2010

TABLEAU 2
Estimation du potentiel de terres irrigables en 2010 (en millions d'hectares)

	1) Terres irriguées	2) Terres irrigables	Pourcentage 1 / 2
Asie du Sud	79	142	56 %
Asie de l'Est & du Sud-Est	75	111	68 %
Amérique Latine	19	78	24 %
Afrique du Nord & Moyen-Orient	28	43	65 %
Afrique subsaharienne	5	39	13 %

Source : FAO outlook 2050

de phosphore minéral ». Mais satisfaisante, sans remettre en cause la production, les exigences environnementales actuelles et maîtriser l'utilisation des produits de traitement rend indispensables les progrès génétiques et l'obtention de nouvelles variétés aux caractéristiques adaptées. Les biotechnologies sont ainsi au cœur de la mise au point de ces variétés et les OGM en sont une composante majeure. Enfin, il faudrait, pour cette école, industrialiser l'agriculture qui ne l'est pas encore en généralisant l'accès au crédit, aux équipements modernes et à la commercialisation de l'agriculture encore vivrière.

Une telle intensification dans les deux zones du monde ayant encore des marges agricoles suppose bien évidemment une redistribution des échanges agricoles mondiaux, en particulier des deux zones potentiellement excédentaires que sont l'Afrique et l'Amérique Latine

vers les zones déficitaires et même de plus en plus déficitaires d'Asie : la Chine en premier lieu, qui accroît ses importations d'huile alimentaire et de soja pour l'alimentation animale, mais aussi l'Inde dont les besoins sont en train d'exploser, alors qu'elle exploite déjà l'essentiel de son potentiel foncier. Dans les deux pays, les possibilités d'intensification agricole se heurtent à des terres parmi les plus dégradées du monde, si on en juge par le dernier rapport du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), ainsi qu'à une pénurie croissante d'eau. On retrouve ici le triangle *Chindiafrique* qui, comme dans l'énergie, est loin d'être imaginaire ou principalement géopolitique. D'ores et déjà, les firmes chinoises et indiennes investissent massivement dans l'agriculture africaine (mais aussi latino-américaine, pour la Chine) par le biais d'achats de terres qui entrent en

concurrence avec des projets dédiés aux agro-carburants. Ils sont aussi en rivalité avec une autre grande zone importatrice, le Moyen-Orient, où les problèmes des terres et d'eau constituent autant de facteurs limitatifs, alors même que la population continue de s'accroître rapidement. Les pays du Golfe sont les premiers investisseurs fonciers en Afrique, où ils investissent une part croissante de leur rente pétrolière. Sur le plan géopolitique, l'Inde et la Chine en ont fait depuis quelques années des cibles prioritaires qu'elles courtisent pour partager avec elle la rente agricole de l'Afrique, dans un scénario productiviste mondialisé. Mais l'Amérique Latine est également la cible de leur nouvelle diplomatie car les deux géants ont bien conscience qu'ils ne pourront pas trop s'affronter aux pays du Golfe qui leur fournissent déjà l'essentiel de leurs ressources énergétiques.

Il est toutefois intéressant de noter que les deux géants ont été étroitement associés aux travaux de l'OCDE qui, en 2008, a consacré tout un groupe de travail à la promotion d'une agriculture commerciale en Afrique et ce, en insistant sur deux facteurs attractifs¹⁴ :

• Du côté de la demande, « la montée de la Chine et de l'Inde représente une opportunité nouvelle et potentiellement très significative pour les exportations agricoles africaines... La croissance rapide des revenus de ces deux géants va probablement provoquer une explosion de leur demande alimentaire. Bien que leurs importations agricoles en provenance d'Afrique aient rapidement augmenté ces dernières années, la Chine et l'Inde ne représentent encore que 7 % de ses exportations ».

• Du côté de l'offre, l'accent est mis par l'OCDE sur le rôle des multinationales du secteur, considérées comme les mieux à même de gérer cette transition vers la globalisation de l'agriculture africaine. Sur les 49 firmes géantes du secteur figurant dans la liste du *Fortune global 500*, 25 avaient déjà des activités sur le continent africain, essentiellement concentrées au nord et au sud, mais encore absentes dans la plupart des autres pays. Il y a ici une divergence très nette d'intérêt avec la Chine et l'Inde qui ne comptent aucune multinationale de poids dans ce secteur et qui ne souhaitent surtout pas dépendre de ces grands trusts

14. *Business for Development, Promoting Commercial Agriculture in Africa*, Centre de développement de l'OCDE, 2008.

pour leur approvisionnement alimentaire futur. D'où l'accélération d'une diplomatie économique directe avec les États africains.

3.2. Chindia et le paradigme de la « révolution doublement verte » et sociale

L'une des grandes craintes face au modèle productiviste et commercial est son impact sur la *soutenabilité* environnementale ou écologique de la planète. La Chine comme l'Inde sont de plus en plus sensibles à ces interrogations, compte tenu de l'impact même de la révolution verte, de l'épuisement des sols et des problèmes climatiques. L'agronome et écologue Gordon Conway a ainsi lancé en 1993 le concept de « *révolution doublement verte* », basé sur l'idée que les systèmes agricoles sont des écosystèmes et non des processus industriels. Il faudrait donc plutôt apprendre à piloter le cycle naturel et à introduire des innovations qui optimisent la production de biomasse, assurent la sécurité alimentaire dans le respect de l'environnement et réduisent au maximum l'utilisation de ressources rares comme l'eau, les engrais ou les pesticides.

On entre ici dans l'univers de l'agriculture biologique – ou agro-écologie – de l'agriculture forestière et de la pisciculture soutenable. Cette révolution est appelée « *doublement verte* » parce qu'on améliore les rendements comme dans la révolution verte conventionnelle, mais en gérant de façon intégrée l'ensemble des ressources naturelles. L'activité agricole devient alors un « *écosystème cultivé* ». Il s'agit, par exemple, du semis direct sans labour, de la production intégrée de cultures utilisant les prédateurs naturels comme les coccinelles contre les insectes nuisibles ou encore d'une rotation judicieuse des cultures. Cela comprend également l'utilisation innovante des eaux de pluie soigneusement collectées dans des réservoirs et utilisées de façon parcimonieuse. À titre d'exemple, l'Afrique subsaharienne n'utilise aujourd'hui, au mieux, que 5 % de ses eaux de pluie et ceci explique largement que son rendement par hectare atteigne à peine une tonne de céréales, soit six à dix fois moins qu'en Asie. Des expériences-pilotes sont menées un peu partout en Afrique, mais aussi en Inde et en Chine confrontées à une pénurie d'eau croissante. L'image de la guerre de l'eau entre deux

géants se disputant le plus vaste château d'eau de la planète (l'Himalaya) n'est pas complètement exagérée, mais on peut penser que les deux pays essaieront d'abord de trouver un nouveau paradigme d'utilisation de la ressource plutôt que de voir monter des tensions militaires aux résultats bien aléatoires. En témoigne d'ailleurs, toutes proportions gardées, le précédent de l'Inde obligée de composer avec le Bangladesh.

C'est là toutefois que les modèles chinois et indien diffèrent. En Chine, le nouveau paradigme est mis en œuvre par de grosses unités ayant accès au meilleur de la recherche publique et au crédit des grandes banques agricoles. En Inde, la structure agraire beaucoup plus parcellisée entraîne la mise en œuvre de l'un des outils-clés de ce mode de développement considéré comme alternatif : la micro-finance. Il est expérimenté à une échelle de masse dans le sous-continent depuis de nombreuses années, avec des résultats plutôt très positifs. En fait, on est ici dans le deuxième paradigme alternatif, social cette fois et non seulement écologique. Comme le dit Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, « *nous comprenons maintenant qu'accroître la production alimentaire et éradiquer la faim ou la malnutrition sont deux objectifs différents, complémentaires peut-être, mais pas nécessairement liés* »¹⁵. Il appuie sa démonstration sur le fait que 80 % des études d'impact de la révolution verte des années soixante-dix ont conclu que les inégalités se sont accrues trente ans après et que la malnutrition n'a pas été éradiquée, sauf peut-être en Chine, mais au prix d'un coût important en termes de libertés et d'écologie. La première révolution verte n'a en effet pas profité aux petits paysans souvent installés sur des terres marginales peu fertiles et, encore moins, aux femmes écartées de l'accès au crédit et aux services techniques de support. Sans compter le surendettement lié au coût élevé des intrants et des équipements comme les pompes ou les motoculteurs. Enfin, la révolution verte constitue le passage d'une agriculture intensive en travail à un modèle beaucoup plus capitalistique, qui a entraîné un fort exode rural faute d'emplois alternatifs et souvent vers des mégalo-poles déjà surpeuplées. Bref, un transfert des pauvres des campagnes vers la pauvreté, voire la misère des villes. Dans un article célèbre sur le bilan de la révolution

verte en Asie, l'économiste Gilbert Étienne a résumé la situation par cette formule lapidaire : « *Greniers pleins, ventres vides* »¹⁶.

Le scénario productiviste est d'autant plus instable en termes politiques que rien ne semble pouvoir arrêter la marée urbaine. Dans les quatre prochaines décennies, les villes asiatiques devraient gagner près de 2 milliards de nouveaux habitants contre 900 millions en Afrique et 200 millions en Amérique Latine. L'un des facteurs majeurs de ce glissement est la persistance d'une pauvreté rurale, double de la pauvreté urbaine actuelle. Entre 2000 et 2020, les bidonvilles africains pourraient ainsi accueillir près de 250 millions de personnes supplémentaires et abriter, par exemple, près de la moitié de la population du Nigeria. L'Inde se trouve sur une trajectoire assez similaire, même si elle est un peu moins marquée grâce aux efforts indéniables du gouvernement en faveur des populations rurales pauvres, via notamment le fameux *Programme d'emploi rural garanti* (NREGA) qui fournit depuis 2004 des dizaines de millions de journées de travail aux ruraux pauvres. Néanmoins, l'Inde pourrait compter en 2020 près de 500 millions de citoyens, dont encore une centaine dans des bidonvilles selon le scénario le plus favorable. La différence par rapport à la Chine tient à un double facteur : le premier est le succès relatif de la Chine dans la création d'emplois urbains grâce à son statut d'usine du monde et le second résulte de la fin programmée de la transition démographique qui réduit drastiquement l'accroissement annuel de la population.

3.3. Le triangle Chine – Inde – Afrique

Pour répondre aux deux défis productiviste et agro-écologique, la relation triangulaire entre les trois continents – appuyée par les puissantes diasporas chinoise et indienne installées en Afrique – va jouer un rôle majeur, même si on ignore encore quelles orientations vont l'emporter entre le modèle productiviste et le modèle alternatif de la double révolution verte et sociale. Le plus probable semble

15. Introduction in World Watch Institute, *Innovations that nourish the planet*, State of the World 2011, Earthscan, 2011.

16. La formule concernait surtout l'Inde et l'Asie du Sud-Est. Gilbert Étienne, « *La révolution verte en Asie : essai de bilan et perspectives* », in Revue Tiers-Monde, Volume 28, N°112, pp. 909-918, 19

en fait une combinaison des deux, mais dans quelle proportion et où ? L'Amérique Latine et l'Afrique constituent à cet égard des pièces maîtresses pour la Chine et l'Inde, compte tenu de leur potentiel incontournable pour nourrir leurs populations.

En Amérique Latine, il s'agit d'abord du Brésil qui se positionne comme l'une des grandes puissances agricoles du 21^e siècle, ainsi que de l'Argentine qui dispose probablement du stock de terres arables disponible par habitant le plus élevé de la planète. De grosses opérations foncières y ont vu le jour ces dernières années, avec l'objectif plus ou moins avoué de subvenir aux énormes besoins de la Chine en alimentation du bétail. La Chine a fait de l'Amérique Latine l'une de ses cibles commerciales et politiques privilégiées depuis une dizaine d'années et l'Inde suit dans la foulée. La relation est toutefois plutôt indirecte. Les deux géants passent par des accords d'État à État qui sont gérés ensuite par le complexe agro-exportateur privé, y compris les grandes multinationales du secteur.

Avec l'Afrique, les relations sont un peu différentes. Ses réserves de terre les plus importantes de la planète et notamment irrigables (*Tableaux 1 et 2*), combinées à une sous-densité considérable de population comparée à l'Asie ont conduit les experts à considérer que c'est le continent qui peut offrir le plus gros potentiel de la planète dans les prochaines décennies. Cela n'a pas échappé à la Chine et à l'Inde. Rappelons que l'Afrique est aussi vaste que la Chine, l'Inde, l'Europe et les États-Unis réunis ! La différence est que le continent ne dispose pas de structures politiques souveraines fortes comme le Brésil et ce sont donc des opérateurs étrangers qui viennent aujourd'hui développer son potentiel agricole, au premier rang desquels les pays du Moyen-Orient géographiquement et historiquement proches, mais aussi, de plus en plus souvent, des géants asiatiques, parfois avec Malaisie et Singapour interposés. La société ivoirienne SIFCA et ses partenaires singapouriens Olam et Wilmar ont ainsi consacré plus de 20 millions d'euros à la construction d'une nouvelle raffinerie d'huile de palme à Abidjan, la plus importante du continent. Il s'agit officiellement de compenser le déficit en huile de l'Afrique de l'Ouest qui atteint près de 800 000 tonnes, mais aussi clairement d'exporter vers la Chine. Le groupe Olam est d'ailleurs présent dans tout

le sous-continent avec des raffineries de sucre au Nigeria et des minoteries au Nigeria et au Ghana. Il prévoit de planter 200 000 hectares de palmiers d'ici à 2014 au Gabon afin de produire un million de tonnes d'huile de palme par an. Hasard du calendrier ou non, le partenariat avec la Chine s'est nettement renforcé en 2010 avec la visite à Pékin du président Ali Bongo Ondimba.

Côté indien, la visite remarquée du Premier Ministre Manmohan Singh à Addis-Abeba au printemps 2011 pour le deuxième sommet Inde - Afrique a consacré l'intérêt de l'Inde pour les projets agricoles en Afrique et notamment en Éthiopie. Quelques semaines auparavant, la visite à Delhi de son ministre de l'agriculture K.V. Thomas avait permis de savoir que l'Inde était déjà le premier investisseur étranger en Éthiopie, avec des investissements approuvés de 4,4 milliards de dollars, dont près de la moitié dans le domaine de l'agriculture commerciale. Le héros est le groupe Karuturi Global, premier producteur mondial de roses, dont le siège social est à Bangalore et qui a acquis 11 700 hectares à Bako en 2008, puis 300 000 hectares à Gambela en 2009. La société y développe des céréales et de l'huile de palme sur une superficie à peu près égale à sept fois la ville de Mumbai. Le conglomerat familial ne cache pas ses ambitions : conquérir 5 % du marché mondial du riz en jouant sur la réputation du riz basmati originaire d'Inde. Mais il est loin d'être le seul entrepreneur indien. Il faut dire que la location des terres coûterait en Éthiopie environ deux dollars par an et par hectare contre près de quatre cent en Inde ! De même, les exportations de thé du Kenya ont bondi de 50 % en 2010, totalement tirées par les demandes chinoise et indienne en vive progression.

4. CHINDIAFRIQUE, NOUVEAU TRIANGLE DES AGRO-BIOTECHNOLOGIES OU NÉO-COLONIALISME ?

La Chine et l'Inde peuvent jouer un rôle majeur dans le décollage d'une agriculture africaine raisonnée et orientée sur les besoins alimentaires du continent. D'abord en choisissant elles-mêmes des politiques agricoles moins extensives et plus écologiques. Du reste, ces pays-continentaux ne cachent pas leur réticence et leurs inquiétudes vis-à-vis

d'un modèle d'agriculture globalisée qui les rendrait trop dépendants de pouvoirs alimentaires extérieurs et menaceraient leur sécurité. L'expérience amère de l'aide alimentaire américaine dans les années soixante reste dans la tête de la plupart des dirigeants actuels. Ceci les conduit donc à tenter de privilégier d'abord leur auto-suffisance, y compris lorsqu'ils acquièrent des terres agricoles en Afrique ou en Amérique Latine, ce qui peut apparaître comme un moindre mal par rapport à la dépendance vis-à-vis des grandes firmes mondiales ou aux puissances américaines et européennes.

Mais les deux géants asiatiques tentent avant tout de privilégier leur sécurité pour des raisons géopolitiques évidentes et ils poussent leurs agronomes à rechercher des innovations issues des biotechnologies afin de gagner en rendement et pouvoir optimiser leurs agrosystèmes menacés par les pénuries d'eau, la dégradation des sols ou le changement climatique. Sans compter avec la tentation de développer, dans les deux pays, les biocarburants pour réduire leur dépendance énergétique considérable : ceci, officiellement, le moins possible au détriment des cultures vivrières. Mais cela ne s'avère pas vraiment respecté comme en témoigne, en Inde, l'explosion des plantations de jatropha. Cette plante très productive en huile ne devait être cultivée que sur des surfaces incultes. Onze millions d'hectares avaient été retenus par le gouvernement pour produire 20 % de biocarburant d'ici à 2017, mais les rendements sont tels qu'en réalité, le jatropha empiète bel et bien sur les terres vivrières et notamment des petits paysans.

Toutefois, il paraît évident que les progrès agronomiques réalisés par les deux géants asiatiques pourraient profiter à l'Afrique, y compris dans un domaine comme les satellites météorologiques dont l'Inde a annoncé lors du sommet d'Addis-Abeba au printemps 2011 qu'elle en ferait un axe de sa coopération future avec l'Afrique. De même, l'Inde a un savoir-faire dans la micro-finance qui apparaît bel et bien comme un outil majeur d'accès au crédit pour sortir les petites exploitations africaines d'une agriculture de subsistance. Les coopérations avec les grands réseaux indiens de micro-finance se développent aujourd'hui rapidement : Basix, qui est l'un des tout premiers, reçoit ainsi chaque année plusieurs dizaines de responsables d'ONG africaines,

notamment du Nigeria, pour les former aux techniques sophistiquées visant à réduire les coûts d'administration et de transaction de ses millions de bénéficiaires.

Un autre domaine constitue un sujet tabou, notamment en Europe. Il s'agit des OGM dont l'Inde et la Chine deviennent peu à peu des pionniers, à côté de quelques grandes firmes transnationales à l'instar de Monsanto. En fait, trois problèmes se posent concernant les OGM. D'une part, la recherche actuelle est plutôt menée en faveur des intérêts des grandes exploitations et de quelques grandes cultures commerciales comme le soja, le colza, le maïs ou le coton. Or, il faudrait pouvoir développer les recherches en faveur des petites communautés rurales et des cultures vivrières avec leurs variétés locales infinies. D'autre part, des problèmes juridiques sont liés aux brevets qui rendent les semences plus coûteuses et marginalisent encore plus les petits paysans qui ne peuvent faire face aux royalties exigées. Enfin, il s'agit du problème écologique concernant les dangers de réduction de la biodiversité et les éventuels effets à long terme sur la santé et sur les écosystèmes

144

OGM peuvent apporter et, en tout premier lieu, à l'Inde, la Chine et l'Afrique. Le soja génétiquement modifié est ainsi une plante tolérante aux herbicides et certaines variétés produisent elles-mêmes leur propre insecticide comme le maïs transgénique dit Bt. Les expériences réalisées en plein champ ont débouché également sur des variétés de riz résistantes aux insectes, aux maladies et aux inondations. Les Chinois ont, par exemple, obtenu des rendements bien supérieurs aux variétés conventionnelles avec le cinquième des quantités de pesticides utilisés habituellement. De même, des riz enrichis en vitamines permettent de compenser les fréquentes carences affectant des centaines de milliers de personnes en Afrique. De son côté, une équipe sino-américaine semble avoir mis au point une technologie permettant d'éliminer le gène introduit avant la floraison de la plante et donc tout risque de contamination des autres espèces conventionnelles : une véritable percée qui permettrait de répondre au souci légitime de contenir les germes de variétés transgéniques. En fait, le problème est davantage de pouvoir équilibrer les puissants intérêts des quatre grandes multinationales du secteur (Monsanto, BASF, Bayer et Syngenta) qui dominent la recherche par

une recherche publique de poids, en créant notamment des synergies plus importantes entre Chine, Inde et Afrique puisque les deux premières bénéficient d'une recherche publique avancée en la matière. Ceci permettrait de développer plus rapidement, par exemple, de nouvelles espèces de maïs, la principale production vivrière en Afrique qui souffre des variations climatiques extrêmes. Le centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), dont le siège est à Mexico, réunit déjà des centres de recherche de dix pays africains et il avance vite dans la mise au point de variétés conventionnelles et aussi transgéniques résistantes à la sécheresse. Elles pourraient toucher à l'avenir près d'une centaine de milliers de petits producteurs africains. L'Inde qui a une tradition de beaucoup plus grande ouverture au reste du monde (*Planet India*) est ici beaucoup plus active que la Chine qui privilégie les relations bilatérales et sa propre recherche. On en veut pour preuve le nombre d'articles scientifiques cosignés par des Indiens dans la recherche biologique.